

## La littérature antillaise en attente d'un nouveau souffle

Entretien avec Raphaël Confiant, romancier

MICHAŁ OBSZYŃSKI  
(Université de Gdańsk)

### RÉSUMÉ

Raphaël Confiant, romancier et universitaire, présente sa vision de la littérature antillaise contemporaine, les conditions socio-économiques dans lesquelles elle évolue et la place qu'elle occupe dans le champ littéraire francophone. Il se penche également sur les nouveaux moyens de diffusion et de promotion de la littérature et parle de ses recherches esthétiques récentes.

### MOTS-CLÉ

Antilles ; francophonie ; Raphaël Confiant ; édition ; champ littéraire.

### POUR CITER CET ARTICLE

Michał Obszyński, « La littérature antillaise en attente d'un nouveau souffle – entretien avec Raphaël Confiant, romancier », dans *Interfrancophonies*, n° 9, *La Francophonie translingue (Section Mélanges)*, Alain Ausoni, éd., 2018, p. 133-140, <[www.interfrancophonies.org](http://www.interfrancophonies.org)>.

# La littérature antillaise en attente d'un nouveau souffle

Entretien avec Raphaël Confiant, romancier

---

MICHAŁ OBSZYŃSKI

**Michał Obszyński:** Bonjour, Raphaël Confiant, merci de m'accueillir ici à l'Université des Antilles, au campus Schœlcher.

**Raphaël Confiant :** Bonjour.

**MO :** Vous êtes écrivain et universitaire et vous êtes aussi engagé dans la vie publique ici en Martinique.

**RC :** Tout à fait.

**MO :** Dans cet entretien je voudrais aborder le sujet de la littérature antillaise à l'aune du débat sur la littérature-monde, conception qui a été lancée en 2007 pour comprendre votre point de vue, celui d'un écrivain martiniquais, sur la place des auteurs antillais dans les champs littéraires français et francophone. Je voudrais également discuter avec vous sur le rôle des maisons d'édition dans la vie littéraire en Martinique ainsi que sur leurs stratégies éditoriales ici aux Antilles, en France et peut-être aussi à l'échelle internationale. Pour commencer, pourriez-vous présenter votre perception de la condition de la littérature antillaise de nos jours ?

**RC :** Depuis l'abolition de l'esclavage en 1848, il y a toujours eu, tous les vingt ou trente ans, un nouveau mouvement littéraire dans les îles francophones et en Guyane. Au XIX<sup>e</sup> siècle, il y a eu un mouvement régionaliste qui était forgé par ce qu'on appelle les Mulâtres, c'est-à-dire les métis de blancs et des noirs, une classe intermédiaire. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il y a eu la Négritude avec Aimé Césaire. Ensuite, dans les années 60., il y avait l'Antillanité avec Édouard Glissant et dans les années 1980–90, il y a eu la créolité. Donc quand on regarde notre histoire littéraire depuis l'abolition (1848), on se rend compte que tous les vingt ou trente ans il y a un nouveau mouvement littéraire qui apparaît. De nos jours, on dirait que la littérature antillaise est en panne, non qu'il y ait panne d'auteurs : il y a des auteurs qui continuent à publier, mais il n'y a plus ce mécanisme de formation de mouvement littérature comme avant. Pourquoi ? Il y a

plusieurs facteurs selon moi. Le facteur le plus important, c'est la perte de prestige de la littérature et de l'écrit à cause d'Internet, tout le monde est sur les smartphones. Les lecteurs sont de moins en moins nombreux et c'est la première raison, c'est une raison mondiale. Les éditeurs français me disent que si dans les années 1980 ils tiraient un livre à vingt mille exemplaires, aujourd'hui, ils le tirent à cinq mille et puis ils attendent de voir. La deuxième raison, c'est que, spécifiquement pour la Martinique, il y a un grand paradoxe; alors que nous avons Césaire, Glissant, Chamoiseau, Zobel, etc., les hommes politiques font très peu attention à la littérature et aux livres. Il n'y a pas de politique du livre chez nous. Alors qu'en Guadeloupe, il y a quand même une forte politique du livre, ici, il n'y en a pas. Par conséquent, les écrivains sont un peu livrés à eux-mêmes, les éditeurs locaux sont très peu aidés financièrement de sorte qu'on attend toujours un nouveau mouvement littéraire qui, malheureusement, n'a pas la possibilité d'émerger. Chaque année qui passe on se dit que la créolité, c'était 1989, 1990. Cela fait quand même vingt-sept ans, cela va faire presque trente ans et ce serait le moment là pour un nouveau mouvement. Alors, il y a des jeunes auteurs brillants, Alfred Alexandre, Jean-Marc Rosier ou encore Mérine Céco, mais il n'y a pas cette idée de mouvement. Alors vous me demanderez si c'est nécessaire d'avoir un mouvement littéraire. Effectivement, c'est une question pertinente, mais le fait d'avoir un mouvement littéraire permet de donner une visibilité plus grande que celle d'un auteur qui est isolé. Donc si je réponds à votre question quel est l'état de la littérature antillaise, francophone et créolophone en ce moment, je dirais que la francophone est au « stand-by » alors que la créolophone, par contre, elle a fait, depuis 15 ans, des progrès considérables. Chaque année, deux ou trois livres en créole sont publiés, une chose qui, il y a trente ou quarante ans, était invraisemblable. Il y a donc quand même un double mouvement mais cette situation est, à mon avis, critique parce que cela décourage de nouveaux auteurs. Ces derniers n'ont pas de réponse du public local, en France, on ne s'intéresse pas trop à eux. Les lecteurs hexagonaux se sont intéressés aux Antilles à un certain moment mais après c'était le tour de l'Europe de l'Est, de l'Inde, etc. Patrick Chamoiseau, Ernest Pépin, moi et d'autres, nous avons eu la chance d'apparaître à un moment où c'était le tour des Antilles. Mais ce n'est plus le tour des Antilles, donc nos écrivains manquent d'un certain encouragement. Je dis souvent aux jeunes auteurs de ne pas se décourager malgré tout parce que nous vivons aux Antilles sur la traînée des grands ancêtres : Césaire, Glissant, etc. et qu'on ne peut pas prévoir quand un nouveau mouvement littéraire peut naître. La créolité par exemple n'avait pas été préméditée. C'est une conférence prononcée dans le cadre du Festival littéraire en Seine-Saint Denis à Paris que nous avons publiée. Nous avons été invités et nous avons écrit ce texte et nous avons irrité tout le monde parce que nous avons parlé pendant deux heures alors que le temps imparti à chaque

participant était de quinze minutes. Par la suite, on s'est dit : « Pourquoi ne pas proposer le texte à Gallimard ? Juste comme ça, pour voir s'il accepte ». On aurait pu ne pas le faire tandis que Gallimard a finalement accepté le texte qui a, en plus, été immédiatement traduit en anglais. D'ailleurs, très mal traduit. On n'a jamais pensé que cela deviendrait la source d'un mouvement. Et puis la créolité est née. Ainsi, un mouvement littéraire peut apparaître à tout moment. De toute façon, comme je l'ai déjà dit, la situation est quand même problématique. Si on voulait expliquer cette situation en termes de théorie littéraire, on pourrait se servir du concept de champ littéraire. Je crois que notre champ littéraire antillais, soit il a été inexistant jusqu'à ce jour, soit il a été trop inféodé au champ littéraire français. De nos jours, on voit apparaître des maisons d'édition locales et des manifestations littéraires locales, il y a des prix littéraires maintenant (le prix Carbet a été décerné dernièrement), il y a régulièrement des conférences, ce qui pourrait signifier que c'est un tout petit frémissement vers un champ littéraire autonome, ou plutôt une espèce de début d'autonomisation du champ littéraire antillais. Parfois, ces efforts d'animer une vie littéraire locale sont malheureusement contrecarrés par la vie. Je vous donne un exemple : il y a trois ans, j'ai proposé un salon du livre qui comprendrait également l'attribution d'un prix littéraire qui devait porter le nom d'un auteur créolophone, Gilbert Gratiant, et j'ai demandé que le président de ce jury soit Dany Laferrière, l'Haïtien. Et, comme par hasard, dix jours plus tard, ce dernier a été élu à l'Académie française. Cela a bouleversé les plans. De plus, ceux qui étaient au pouvoir ont changé, et le salon du livre a disparu. C'est pour cette raison que je dis que la situation est fragile. Or, il est sûr qu'il y a une volonté d'autonomisation, non pas de coupure mais d'autonomisation. Quant à moi, je participe volontairement à cela en publiant des ouvrages ici, ce qui n'est pas très fréquent chez la plupart des auteurs très connus, pour ne pas les nommer. Et moi, je le fais.

**MO :** Vous avez récemment publié *L'insurrection de l'âme : Frantz Fanon, vie et mort du guerrier-silex* chez Caraïbéditions<sup>1</sup>.

**RC :** Oui. Si j'avais publié cet ouvrage en France, dans une grande maison d'édition, cela aurait eu un écho beaucoup plus grand. D'ailleurs, l'un de mes éditeurs de l'Hexagone m'a demandé pourquoi j'avais donné ce texte à une petite maison inconnue.

**MO :** Au fait, quelle était votre motivation principale pour publier ce livre ici, en Martinique, chez Caraïbéditions ?

**RC :** Comme tous les livres sur Fanon sont publiés à l'extérieur, il fallait que, pour une fois, une maison locale publie un texte sur Fanon. J'ai voulu domicilier la pensée de Fanon ici et, en même temps, donner un coup de main à cette maison d'édition qui, grâce à mon livre, a pu

---

<sup>1</sup> Raphaël Confiant, *L'insurrection de l'âme : Frantz Fanon, vie et mort du guerrier-silex*, Fort-de-France, Caraïbéditions, 2017.

mieux se faire connaître en France. Et comme je suis déjà connu en France, j'ai pu faire une tournée en juin à Paris, je suis passé sur tous les médias, grâce à mon éditeur, Florent Charbonnier qui s'est démené comme un beau diable. Il fallait voir comment les gens disaient avec étonnement : « Mais Caraïbéditions, c'est bien fabriqué, c'est pas mal. Vous faites de beaux livres chez vous ». Bien évidemment, je ne peux pas publier tous mes livres dans les maisons d'édition locales non plus car cela me couperait du marché hexagonal et plus largement francophone. Je pense qu'il faut publier à la fois ici et en France mais, malheureusement, mes collègues ne le font pas; ceux qui sont très connus en France ne le font pas. Ah, j'ai aussi publié deux livres au Québec. Chez Mémoire d'Encrier...

**MO** : Pourriez-vous préciser les avantages de publier des livres chez un éditeur local tel que Caraïbéditions ?

**RC** : C'est plus symbolique que réel. D'abord, c'est un désavantage financier parce que l'éditeur français me donne ce qu'on appelle un à-valoir. Du point de vue de la couverture médiatique, si un éditeur n'a pas le pouvoir assez fort pour faire connaître ses ouvrages dans la presse française ou, plus généralement, dans les médias français, c'est plus difficile. L'avantage, c'est donc plus un avantage symbolique, celui de montrer qu'on peut écrire un livre, on peut être connu à l'extérieur et dire : « Je veux éditer chez moi, même si j'ai la possibilité de publier à l'extérieur, de gagner de l'argent, d'être très connu, etc. ». Or, s'il est symbolique maintenant, cet acte peut devenir plus concret plus tard parce que les jeunes auteurs vont peut-être imiter ma démarche. Ils vont dire : « Si Confiant publie chez Caraïbéditions, nous aussi, on va le faire ». Il n'y a pas de honte même si, dans le monde francophone, tous veulent être publiés chez Gallimard, chez Mercure de France ou au Seuil.

**MO** : D'après vous cette préférence à se faire éditer en France persiste encore aujourd'hui.

**RC** : Oui, partout dans le monde francophone. Je vais vous raconter une anecdote qui est très amusante et qui reflète très bien cette situation. Il y a vingt ans, je suis invité par l'Association des Écrivains Québécois à leur colloque annuel au Québec. Alors, j'y vais et et je rencontre un jeune écrivain haïtien qui me dévoile : « Je m'appelle Dany Laferrière, je publie des livres au Québec. Et vous savez, quand on publie au Québec, personne ne parle de vous. Mais je vais conquérir la France ! ». Je souris à l'intérieur de moi, mais il continue « Oui, je passerai par la Suisse, par la Belgique, je me ferai éditer là et après j'arriverai en France ». Moi, poliment, j'ai écouté et j'ai dit « Oui, c'est un beau programme » mais, au fond, je me disais que c'était un joli rêve. On sait très bien comment cette histoire a fini : à l'Académie française.. Quoi qu'il en soit, ceci montre que même un auteur du Québec rêve de la France alors que le Québec est un pays riche où l'édition est subventionnée pour développer la langue française. Les écrivains y ont tout mais ils n'ont pas cette notoriété nécessaire pour

remporter un succès international. Certes, il y a eu un ou deux écrivains les plus connus qui ont quand même réussi et l'un d'eux, c'est Dany Laferrière que je viens d'évoquer. Néanmoins tout le monde voit qu'il y a une spécificité francophone parce qu'un auteur hispanophone peut se faire éditer au Mexique, en Colombie, en Argentine, en Amérique, pas nécessairement en Espagne. Un auteur anglophone, peut se faire éditer aux États-Unis, en Inde, en Australie. Un auteur lusophone, on en parle même pas vu le potentiel du Brésil. En revanche, la France a gardé son hégémonie littéraire et donc éditoriale. Les Maghrébins, donc les Arabes francophones, les Africains noirs francophones, les Antillais francophones, les Québécois, les Suisses, les Belges, tout le monde voudrait être publié en France, même s'il y a de très bonnes maisons d'édition dans ces pays. Le prix Goncourt demeure la récompense littéraire principale, la publication chez Gallimard, Mercure de France, au Seuil ou chez Grasset demeure le facteur essentiel de consécration. Bref, la France est une espèce de centre et nous sommes la périphérie au niveau littéraire. Les gens à la périphérie veulent toujours aller au centre.

**MO :** Vous avez en même temps parlé d'une lente émergence d'un champ littéraire antillais dont la structure reposerait, entre autres, sur l'existence des prix littéraires, des maisons d'édition et des manifestations littéraires locaux. C'est une lente émergence et pour parler d'une vie littéraire autonome aux Antilles, il faudrait aussi ou surtout un public local suffisamment fort. Tout au début, vous avez évoqué la faiblesse du lectorat antillais étant donné la tendance générale pour délaisser la littérature. Pensez-vous que cette situation puisse changer ?

**RC :** Je vais être pessimiste et comme je suis dans cette université je vais vous donner un chiffre qui va vous montrer que cette perspective que vous dessinez est peu probable. Chaque année, 75% de nos bacheliers partent étudier en France ou au Québec et aux États-Unis. Les 25% qui restent, ce sont des personnes qui ont fait le baccalauréat technique et non pas en lettres. Si ces étudiants restent en Martinique, c'est parce que leurs parents n'ont pas les moyens de les envoyer à l'étranger. Ceux qui partent, souvent ne reviennent pas si bien qu'il y a un paradoxe. Comme nous avons une forte communauté antillaise en France, notamment à Paris, qui est à peu près égale à la population d'ici, il y a plus de lecteurs là-bas qu'ici. Quand je vais faire une conférence là-bas et faire des signatures, j'ai cent personnes dans une salle. Ici, il y en a vingt-cinq ou trente. Il y a une perte de population très forte en Martinique et en Guadeloupe; ce sont les gens les plus diplômés, les plus cultivés qui partent et souvent ils ne reviennent pas. On a donc ce problème de vieillissement de la population parce que les gens ne font plus d'enfants et ceux qui pourraient en faire partent. De sorte qu'on arrive à un autre chiffre terrible : la Martinique est le département français le plus vieux, c'est-à-dire où il y a le taux de population de plus de 60 ans le plus élevé.

Troisième chiffre terrible, nous sommes de tous les départements français celui où il y a le moins d'immigrés, 3%. C'est le plus bas taux d'immigrés, même en Guyane et en Guadeloupe, ils sont 10-15%, nous en avons 3%. Or, les immigrés pourraient nous apporter du sang neuf, faire des enfants, etc, de sorte que nous sommes vraiment dans une situation catastrophique. Et ce n'est pas bon pour la littérature parce que mon éditeur de Caraïbéditions par exemple me dit : « Je fais des efforts mais le marché est très petit; il est déjà naturellement petit mais ceux qui savent et peuvent lire, ils sont partis ». De sorte que je ne peux pas être optimiste. On ne peut pas séparer la littérature du pays, ce n'est pas possible. La littérature et l'édition, ce n'est pas une île flottante dans l'air et qui est indépendante du pays. La situation du pays est catastrophique, démographiquement, économiquement, à tous les niveaux. Donc ceci affecte la littérature et affecte l'édition forcément. Je ne suis pas totalement pessimiste non plus; il va toujours rester une petite partie de lecteurs, tous les vieux, ceux qui sont à la retraite (rire).

**MO** : Dans cette perspective, il faudrait peut-être rappeler le manifeste « Pour une littérature-monde en français », paru il y a dix ans et qui parlait d'une littérature francophone unie ou fédéralisée au nom de certains principes communs. Est-ce que la littérature antillaise pourrait chercher sa place dans cet espace littéraire et culturel et le traiter éventuellement comme un « terrain à investir » ?

**RC** : Quand ce manifeste est arrivé, j'ai publié un article assez dur dans le journal français *Libération* où j'ai dit que le concept de littérature-monde me semblait une manière habile pour les écrivains francophones de désertier l'écriture de leurs langues maternelles. C'est-à-dire qu'au nom de la littérature-monde le Maghrébin ne va pas écrire en arabe, l'Afrique ne va pas essayer d'écrire en wolof, les Martiniquais, les Guadeloupéens ne vont pas essayer d'écrire en créole et tout le monde va se lancer dans une espèce de français global et ça me semblait très dangereux parce que je suis très sceptique et critique envers le concept de francophonie. Personnellement, j'ai d'abord commencé à écrire en créole (cinq de mes livres sont en créole) et je suis farouchement attaché à la littérature en langue locale. Or, dans ce manifeste, il n'y a rien sur la littérature en langues vernaculaires. Quand on le lit attentivement, c'est de la francophonie relookée, améliorée etc. Quid de la littérature en langues locales, en arabe, en berbère, en wolof, en swahili, en créole, en tahitien ? Personne n'en parle. Après la parution de mon article dans *Libération*, j'ai eu l'immense surprise de voir les auteurs occitans venir approuver ma position. Les Occitans ont écrit : « Oui, nous sommes d'accord. Nous-mêmes, auteurs occitans, nous n'arrivons pas à nous faire connaître ». Je resterai donc sceptique tant que ce concept de littérature-monde n'inclura que le français et n'insistera pas sur la nécessité d'avoir une littérature en langues indigènes.

**MO :** Quant à la littérature en langues locales, il faudrait peut-être évoquer la maison d'édition haïtianoquébécoise *Mémoire d'encrier*.

**RC :** Je la connais. J'ai publié chez eux deux de mes livres comme je vous l'ai déjà dit.

**MO :** Dans son catalogue, *Mémoire d'encrier* propose une série éditoriale, *Céytu*, qui contient des textes francophones traduits en wolof afin de les populariser auprès du lectorat africain et aussi auprès de la minorité africaine en France. Que pensez-vous de cette initiative ?

**RC :** Je la trouve excellente, c'est ce qu'il faut faire. Je crois qu'ils ont fait aussi des textes dans les langues inuites du Canada. Rodney Saint-Eloi fait donc du bon travail. Car la francophonie ne pourra être réellement acceptée que si elle accepte elle-même de cohabiter avec les autres langues. Elle ne peut pas continuer à se développer sans tenir compte des autres langues; ce n'est pas possible. Je ne crois pas à la francophonie qui ignore les littératures en langues locales. Le français n'a rien à gagner à les éliminer ou marginaliser. Contrairement aux autres langues, les francophones sont pour la plupart des gens qui ne sont pas les francophones natifs. Si on parle de l'hispanophonie, à part les Indiens au Pérou, au Mexique et au Paraguay, la plupart des hispanophones sont des hispanophones natifs. Parce que l'espagnol qui n'a pas respecté le maya, le quechua, n'en reste pas moins la langue dominante. Il en va de même pour les anglophones et les lusophones. Au Brésil, même les Noirs brésiliens parlent portugais. Dans le cas du français, c'est complètement différent. Le peuple ne parle pas français au Maghreb, le peuple ne parle pas français en Afrique noire. Quand on va par exemple au Sénégal, pays de Senghor, il y a 20% des gens qui parlent français quotidiennement.. Même en Martinique, quand on voit les gens sur le marché, par exemple, c'est du créole qu'on va entendre. Par conséquent, et je l'ai déjà dit aux responsables français avec qui je suis en contact, la situation du français est beaucoup plus fragile que celle des autres langues véhiculaires pour la raison que la majorité des locuteurs français ne sont pas de locuteurs natifs, c'est une deuxième langue. Et comme la situation est plus fragile, il faut faire davantage attention à respecter les langues locales et c'est pour cela que Rodney Saint-Éloi va dans cette direction. Si les éditeurs français étaient plus ouverts, ce sont eux qui auraient dû commencer à le faire : créer au Sénégal une section en wolof ; au Mali, une section en bambara etc. Même si cela ne leur apportait pas beaucoup d'argent, cela montrerait leur ouverture aux langues locales. Mais, puisqu'ils ne sont pas ouverts à l'occitan, au breton, au basque chez eux, ils ne le seront pas au wolof.

**MO :** À part le potentiel que les langues locales recèlent et qui, en dépit des premières initiatives, n'a pas été suffisamment exploité, je voudrais encore revenir à l'idée de fédéralisation, non plus à l'échelle de la francophonie, mais celle de la région caribéenne. Juste avant notre entretien vous avez évoqué la sécession au sein de l'Université



des Antilles dont la Guadeloupe s'était séparée ainsi que le risque que la Guyane suive ses pas. Y a-t-il en revanche une vie littéraire commune qui rassemblerait les régions francophones de la Caraïbe : la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane ?

**RC** : Il y a par exemple le prix Carbet qui rassemble les trois pays. À part cela, on voyage beaucoup, c'est-à-dire que je suis souvent invité à présenter mes livres en Guadeloupe, des écrivains guadeloupéens sont invités ici et en Guyane, etc. Or les écrivains sont des individualistes et il n'y a pas de volonté de faire un groupe. Et puis il y a des rivalités. Vous savez mieux que moi que le monde littéraire est traversé de rivalités. En plus il y a des raisons historiques qui font que les Martiniquais ne sont pas très aimés. Les Guadeloupéens et les Guyanais pensent, c'est leur sentiment qui n'est pas totalement infondé, que la France a toujours privilégié la Martinique. Et puis la Martinique a Césaire, Glissant, Chamoiseau (qui a eu le Goncourt pour la créolité surtout martiniquaise) etc., il y a une petite forme de rivalité sourde quand même qui fait que les Guadeloupéens et les Guyanais sont un peu méfiants envers les Martiniquais au niveau littéraire. Non seulement au niveau littéraire, à tous les niveaux, mais au niveau littéraire aussi. Donc, il n'y a pas de fédéralisation. Et Haïti, elle suit son propre chemin qui nous étonne. Nous sommes stupéfaits par le nombre d'auteurs haïtiens qui reçoivent des prix littéraires (et Laferrière qui entre à l'Académie française) alors qu'Haïti n'a plus vraiment le contact avec la France depuis longtemps. Nous sommes étonnés de l'intérêt que l'édition française porte depuis quatre ou cinq ans à la littérature haïtienne. Et nous, aux Antilles, alors que nous sommes censés être français, nous regardons cela avec perplexité quand même. De toute façon, il n'y a malheureusement pas de fédéralisation. Au niveau du créole, si. Là, c'est encore différent. Comme c'est une langue menacée, les écrivains créolophones de toute la zone collaborent beaucoup plus que les écrivains francophones.

**MO** : Est-ce que cette collaboration comprend aussi d'autres îles allophones ?

**RC** : Oui, Sainte Lucie et Dominique qui sont créolophones comme nous, parce que c'étaient les territoires français au XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a encore une poche de créole à Trinidad. Il faut mentionner aussi la Louisiane où il y a quand même 200.000 créolophones. Il y a donc vraiment une fédéralisation dont vous parlez, elle se fait vraiment au niveau de la créolophonie. On a une espèce de lingua franca qui part de la Louisiane jusqu'à la Guyane, ce qui fait tout un archipel. Cela crée un imaginaire linguistique et littéraire commun en langues créoles.

**MO** : Est-ce que cette « communauté imaginaire » se reflète au niveau institutionnel de la vie littéraire ?

**RC** : Non, pas au niveau institutionnel parce que les statuts politiques sont trop différents pour le permettre. Et même quand on a un statut politique commun, comme la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, on a trop de conflits entre nous. Cependant, au niveau non-

institutionnel, la situation se présente différemment. Il y a un prix littéraire créolophone qui a été mis en place il y a une dizaine d'années par l'écrivain Daniel Boukman. Ce prix, qui est subventionné par la collectivité de Martinique, est décerné sur un concours. On demande aux auteurs d'envoyer leurs textes et il y a un jury qui examine ces derniers. Ce ne sont pas des œuvres publiées mais des manuscrits. Imaginez qu'ils sont envoyés en grand nombre de Guadeloupe, de Sainte Lucie, de Dominique, de partout, en créole. Le jury décerne trois prix, ce qui est automatiquement lié à la publication des œuvres récompensées. En Guadeloupe il y a également le Congrès international des écrivains de la Caraïbe qui se réunit tous les deux ans. Bref, il y a beaucoup d'activités mais est-ce que le nombre de lecteurs y correspond ? Déjà en Haïti, il n'y a que 20% de la population qui sait lire. Et le pays est trop pauvre pour qu'il y ait beaucoup de lecteurs. En Martinique, tout le monde sait lire mais tout le monde est sur les smartphones, Facebook etc. La vitalité du milieu littéraire créolophone ne va donc pas de pair avec celle du lectorat.

**MO :** Je vous propose de quitter maintenant notre approche sociologique à la littérature pour passer à vos recherches esthétiques personnelles. Quels sont vos projets sur lesquels vous travaillez actuellement ?

**RC :** Je suis en train de faire un changement radical, celui qui consistera à ne plus faire une littérature de manière historique, sociohistorique. Je suis en train de me diriger vers la science-fiction, une vraie science-fiction. J'ai réussi à rassembler autour de moi un certain nombre d'auteurs, il y en a cinq pour être précis, et nous sommes en train de préparer un petit manifeste qui dira la chose suivante : si, en 1989, *L'éloge de la créolité* stipulait que la littérature antillaise n'existait pas encore, trente ans plus tard, on peut oser le constat qu'elle existe déjà. Car une littérature n'existe que si elle est libérée de l'obligation de parler de l'histoire, de la société. Notre littérature n'a pas de science-fiction, il y a très peu de romans policiers, il n'y a pas de romans d'amour, il n'y a qu'une littérature très sociohistorique. Et nous, dans le manifeste que nous allons publier, nous comptons dire (on est en train de travailler là-dessus), que notre littérature peut parler de tout: peut avoir des romans d'amour, des romans de science-fiction et qu'on a plus l'obligation qui était celle des écrivains avant nous, celle d'avoir une littérature enracinée dans le social, dans l'esclavage, la canne à sucre, etc. Comme preuve, notre éditeur va publier le manifeste et, en même temps, cinq romans, chacun écrit par l'un des signataires du manifeste. Alors c'est à vous le premier que je l'ai dit, on ne l'a jamais dit, c'est un secret. C'est un coup qu'on voudrait faire (rire). C'est un peu gonflé, on ne sait pas si par exemple Paris peut être gagné. Je dirais que c'est risqué mais on va le faire.

**MO :** Votre approche s'expliquerait au niveau de l'évolution de la littérature antillaise et du discours sur la littérature francophone. Ce

serait, éventuellement, une nouvelle étape pour une littérature qui serait finalement autonome par rapport aux questions sociales, politiques et historiques.

**RC** : C'est-à-dire que pour nous une littérature peut parler du social mais elle ne doit pas parler que de cela. Or, la littérature antillaise a été toujours enfermée dans l'historique, l'ethnographique, etc. Dans la science-fiction, il n'y aura pas de neg'marrons mais ce sera une science-fiction enracinée quand même chez nous, il y aura une couleur locale. Est-ce que c'est risqué de faire cela ? Probablement ce n'est pas si risqué que cela.

**MO** : C'est peut-être nécessaire, inévitable de prendre le risque.

**RC** : Oui, mais est-ce que ceux qui sont habitués à la littérature antillaise très politique (parce que notre littérature est une littérature engagée) vont accepter cela ? Difficile à dire. Comme je connais mes compatriotes, en Martinique, je ne suis pas très rassuré. Certainement, notre projet surprendra les gens. Parce que c'est différent. La littérature antillaise n'y est pas habituée du tout. C'est pour cela que je suis très content que l'éditeur local Caraïbéditions ait accepté de jouer le jeu. Nous n'aurions pas pu proposer ce projet à un éditeur en France. Ce n'est pas possible parce qu'un éditeur en France joue sur les noms connus. Il dirait : « Confiant, donnez-moi votre livre de science-fiction, mais les autres, ils ne sont pas assez connus. Ça ne va pas nous rapporter ce qu'il faut ». Et voilà toute l'importance de l'édition locale car le responsable de Caraïbéditions a dit que cela allait lui coûter de l'argent, mais qu'il voulait publier tous les livres ensemble. Cet éditeur prend ce risque, et c'est un risque financier énorme parce que publier six livres d'un coup, six livres qui n'entrent pas dans le canon habituel de la littérature antillaise, c'est un vrai pari. C'est un petit moyen pour lui d'émerger aussi, si cela marche.

**MO** : Et c'est prévu pour quand ? Vous avez déjà une date ?

**RC** : Mai 2018 ou 2019. On est en train de travailler là-dessus depuis un an et demi, jusqu'alors dans le plus grand secret. Je me demande souvent ce que Césaire ou Glissant en auraient pensé. Car la situation identitaire n'est pas résolue ici et la situation politique n'est pas résolue non plus. Est-ce qu'on peut donc abandonner ce débat et puis dire qu'on est comme n'importe quelle littérature du monde ? Ce que nous voulons faire, c'est être comme n'importe quelle autre littérature du monde. En Pologne, on ne va pas faire que des livres sur l'identité polonaise, même si la Pologne a été plusieurs fois coupée en morceaux. Votre littérature parle un peu de tout, elle n'est pas obligée de parler du dépeçage de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle. Et nous, nous sommes obligés quand même de parler de l'esclavage, des neg'marrons. Comment les gens vont donc réagir à quelque chose de différent ? Je ne sais pas. En tout cas, pour moi, c'est aussi une volonté de relancer la littérature, de sortir du roman habituel.

**MO** : Cette volonté de briser les canons se reflète-t-elle également au niveau de l'écriture ?

**RC:** On fait ce qu'on appelle l'écriture collaborative. Alors que tous les écrivains habituellement écrivent leurs textes tous seuls dans leurs coins, nous, chaque fois qu'on fait un chapitre, on l'envoie à tout le groupe. Le groupe l'examine et donne un avis dont l'auteur peut ou non tenir compte. Dans le manifeste nous expliquons qu'il s'agit, par ce moyen, de sortir de l'image de l'écrivain-génie (comme celle de Césaire, Glissant, Fanon) et de renforcer l'image de l'écrivain-artisan.

**MO :** Puisque nous parlons d'un projet à risque, comment, à votre avis, peut-on assurer un succès à une telle initiative ? Quels sont les outils les plus efficaces dans le monde littéraire actuel en matière de visibilité littéraire ?

**RC :** Pour moi, l'outil le plus efficace, c'est bien évidemment Internet. Moi-même j'anime un site sur lequel y a beaucoup d'articles. C'est un site, Montray Kréyol, qui est très regardé en Martinique, Guadeloupe, Guyane et même en France par les Antillais qui vivent en France. Il y a des articles en anglais, en français, en créole sur les sujets les plus divers, et pas seulement sur la littérature. Si j'y publie des articles en différentes langues, c'est pour montrer aux gens qu'il ne faut pas s'enfermer dans notre petite île et dans notre petit monde créole et français. En plus, j'ai un compte Facebook aussi. Malheureusement, car il y a beaucoup de sottises là-dessus, mais parfois je découvre des livres sur Facebook, des gens qui en parlent.

**MO :** Suivez-vous aussi des blogs littéraires ?

**RC :** Pas vraiment. Je n'ai pas de temps, je travaille à l'université, j'ai mes livres à écrire, je suis militant politique, écologiste, j'ai mon site à tenir. J n'ai pas le temps d'aller sur les blogs mais je vois des articles apparaître parce que certaines personnes de Facebook qui suivent des blogs, mettent aussi sur leurs pages des liens vers ces articles. Le plus souvent je fais donc défiler Facebook et quand je vois un article sur un blog, je le lis et, parfois, je le mets aussi sur mon site.

**MO :** C'est donc Internet qui de nos jours remplit la fonction de promotion.

**RC :** Oui. Il y a également le livre électronique. Je ne crois pas du tout que l'e-book puisse remplacer le livre papier. D'après moi, l'e-book n'est intéressant que quand on voyage. Mais chez soi, vous voyez... J'ai eu très peur au début de l'engouement pour les liseuses. J'ai cru que le livre papier disparaîtrait. Il y a dizaine d'années, tout le monde voulait avoir une liseuse. Quand les gens me montraient qu'ils avaient cinq cents bouquins, je leur demandais s'ils les lisaient tous. Et bien sûr, ils n'en lisaient le plus souvent qu'un ou deux, surtout pendant un vol Martinique-Paris. Ainsi, je ne pense pas que le livre papier soit en danger. Or, je crois que l'e-book peut aider la lecture en général. Et puis il faut savoir qu'on n'a pas aujourd'hui besoin de fabriquer dix mille livres d'un coup parce que les nouvelles machines peuvent en tirer deux mille très vite sur commande. Cela arrange beaucoup les éditeurs parce qu'ils peuvent voir si un livre a du succès ou non. Dans le passé, c'était terrible : vous imprimiez dix mille livres et puis il y en

avait deux cents qui se vendaient. De nos jours c'est fini. Avec les machines modernes, la réactivité est très facile : si un livre se vend, à la fin de la journée on peut en faire deux mille. D'ailleurs, même Amazon fabrique des livres papier, il est devenu éditeur. Cette avancée technique aide les livres papier parce que l'éditeur prend moins de risque. Bref, je crois qu'Internet, les blogs, les sites web ainsi que les nouvelles technologies peuvent aider à faire redémarrer la littérature.

**MO** : Terminons donc sur ce ton. Je vous souhaite une bonne continuation de vos projets et vous remercie de cet entretien.

**RC** : Merci<sup>2</sup>.

MICHAŁ OBSZYŃSKI  
(Université de Gdańsk)

---

<sup>2</sup> L'entretien réalisé le 6 décembre 2017 dans le cadre d'une bourse de recherche postdoctorale financée par le Centre National de la Science en accord avec la décision n° DEC-2015/16/S/HS2/00124.